

RÉFLÉXIONS SUR L' ÉCONOMIE DE L'EMPIRE OTTOMAN ET LE PASSAGE A LA RÉVOLUTION INDUSTRIELLE¹

Hamit BOZARSLAN

Le XIXe siècle et les premières décennies de notre siècle ont été marqués, entre autres, par la décadence, le démembrement et enfin la dissolution de l'un des plus grands empires du monde, l'Empire ottoman. Depuis plus de cent ans, cet empire a retenu l'attention des historiens, des géographes, des économistes, des officiers et des diplomates européens, qui ont largement contribué à l'élargissement de nos connaissances. Alors que l'Empire ottoman a bel et bien disparu, les travaux scientifiques concernant ses aspects les plus variés sont nombreux. Actuellement, nous possédons la reproduction ou la traduction de très nombreux textes originaux et des matériaux de première main sur les différentes phases de son histoire.

Il reste cependant des questions non résolues et les débats ne manquent pas. Surtout, après la redécouverte des travaux de Marx sur le mode de production asiatique, les débats se sont intensifiés aussi bien parmi les historiens turcs que parmi les étrangers. D'autre part, une question étroitement liée à celle du mode de production de l'Empire commence à intéresser les chercheurs : pourquoi l'Empire ottoman n'a-t-il pas pu passer au stade de la révolution industrielle et se transformer en Etat capitaliste ?

Sur ce dernier point surtout, nous manquons de travaux originaux, et nous pouvons même dire qu'en dépit des efforts fournis, il demeure encore peu clair aujourd'hui, sans doute par défaut d'analyses comparatives. L'étude d'un pareil problème nécessite des travaux en profondeur, bien plus détaillés. Il va de soi que, limité par le cadre d'un article, nous ne pouvons en discuter

¹ Je tiens à remercier mon amie E. Picard qui a bien voulu revoir ce texte et en corriger les fautes linguistiques.

tous les aspects, et que nous ne pouvons pas non plus suivre pas à pas les différentes phases de l'évolution de l'Empire. Il nous faut jeter un coup d'oeil rapide sur l'ensemble de ces six siècles d'existence et en particulier sur sa période classique, de sa fondation jusqu'au début du XVI^e siècle. D'autre part, au risque d'entrer dans la polémique, nous devons aborder certaines questions de base sans lesquelles on ne peut comprendre le problème du passage au mode de production capitaliste. En traitant ces points, nous ne pourrions donc éviter d'être schématique et d'en résumer au maximum certaines données.

Finalement, il est clair que cette question demeure une des questions fondamentales que pose le démembrement de l'Empire. Nous avons préféré suivre l'évolution de cette question à travers l'âge classique de l'Empire, malgré le fait que sa période de déclin ne soit pas dépourvue d'intérêt². En effet, il nous semble que durant cette période, malgré le processus de dépendance vis-à-vis de l'Europe, les problèmes d'ordre politique prennent le pas sur l'économie, et empêchent, ou du moins limitent également les transformations économiques. L'analyse de cette période mouvementée nécessitant d'autres travaux et la mise en oeuvre d'autres problématiques, nous nous contentons ici seulement de préciser que l'échec des tentatives de réformes reste néanmoins très lié à l'organisation de l'économie impériale à l'âge classique. Précisons aussi que l'approche économique reste souvent insuffisante même pour comprendre les problèmes posés par l'âge classique de l'Empire. En effet, la nécessité d'élargir le champ de discussion, en y incluant des domaines des mentalités et de cultures s'impose. Certains travaux (notamment ceux de S.F. Ulgener) ont montré l'étroite relation entre ces domaines et l'économie impériale.

Il nous faut commencer par un débat devenu maintenant classique . L'Empire ottoman a-t-il connu ou non le mode de production asiatique ? A notre avis, les discussions sur ce point sont essentielles dans la mesure où, aux yeux d'une partie des chercheurs, l'Empire ottoman n'a pas pu passer à la révolution industrielle puisque le mode de production asiatique dominait et le condamnait à une stagnation, à un immobilisme des structures, qui lui ont

² Pour l'ensemble des événements économiques de cette période, nous voudrions citer quelques titres, devenus depuis leur parution des instruments classiques des chercheurs de l'histoire économique de l'Empire ottoman . J. Thobie, *Intérêts et Impérialisme Français dans l'Empire Ottoman*, Paris, 1977 ; D.C. Blaisdel, *European Financial Control in the Ottoman Empire*, Colombia, 1929 ; E.G. Mears (d), *Modern Turkey*, New York, 1924 ; E. M. Earle, *Turkey, The Great Powers and the Bagdad Railway*, New York, 1924.

rendu impossible le passage au capitalisme. Selon cette thèse, il faut donc admettre que l'Empire manquait d'une dynamique interne pour évoluer vers le capitalisme³.

Les thèses de Marx sur le "mode de production asiatique"⁴ insistent, comme on le sait, principalement sur l'utilisation *collective* du sol par des membres d'une communauté qui sont égaux *de jure*, en tant qu'exploitants. Cette forme d'utilisation se concrétise par l'appartenance de la terre à l'Etat, et plus précisément au souverain. Ce système, plus complexe en réalité, peut évidemment comporter des exceptions sans que celles-ci remettent en cause le principe fondamental des thèses de Marx : selon lui, le système asiatique ne peut être envisagé sans exploitation collective du sol.

Or, dans l'Empire ottoman, on observe une mosaïque de formes de propriété, étatiques ou privées. Commençons par la forme purement privée héritée des Seldjoukides⁵ ; elle était répandue dans tout l'Empire. Les possesseurs pouvaient vendre leur terre, la louer, et l'hypothéquer, et la laisser en héritage. Ils avaient le droit d'y bâtir, de la cultiver ou de la laisser inculte. Ils ne la possédaient pas seulement de plein droit économique ; ils jouissaient également des droits juridiques et administratifs de leur possession. Ils possédaient aussi les paysans attachés à cette terre et exerçaient sur eux le même droit que l'Etat exerçait à l'égard des *reyas*⁶. Malgré l'absence officielle du servage dans l'Empire⁷, la situation de ces paysans attachés à la terre ne différait pas en fait de celle des serfs d'Europe occidentale. D'autre part, le Sultan avait tout pouvoir pour donner de nouvelles terres en propriété privée (droit de *temlik*⁸). Dans la phase

³ Voir pour les tentatives d'adoption de cette thèse dans les cadres de l'Empire Ottoman l'ouvrage classique de S. Divitçioğlu, *Asya Üretim Tarzive Osmanlı Toplumunu*, Istanbul, sd. Pour un essai plus récent voir : N. Berkes, *Türkiye İktisat Tarihi*, Istanbul, 2v. 1976.

⁴ Il faut souligner que bien que cette thèse soit avancée par de nombreux chercheurs, elle n'a pas pu éviter d'être une réaction au stalinisme rigide qui dominait la gauche turque et mondiale. Sur cette thèse de Marx et ses critiques, voir : K. Marx, F. Engels, V.I. Lénine, *Sur les Sociétés-précapitalistes*, Paris, 1969. CERM, *Sur le Mode de Production Asiatique*, Paris, 1969, P. Anderson, *La Naissance de l'Etat absolutiste*, Paris, 1978, K. Wittfogel, *Le Despotisme Oriental*, Paris, 1977.

⁵ Sur ce sujet, voir notamment : O. Turan, *Selçuklular Döneminde Türkiye*, Istanbul, 1980 ; et, I. H. Uzunçarşılı, *Osmanlı Devleti Teşkilatına Medhal*, Istanbul, 1941.

⁶ *Reaya* : le mot signifie essentiellement le paysan attaché à la terre, mais, il est couramment employé comme un synonyme de "non-musulman". Voir O.L. Barkan, "Osmanlı İmparatorluğunda Çiftçi Sınıfların Durumu", *Ulkü*, 1937.

⁷ Voir l'article d'O.L. Barkan, "Türkiye' de Servaj Varmıydı ?" in O.L. Barkan, *Türkiye' de Toprak Meselesi*, Istanbul, 1981.

⁸ Dans un *temlikname*, (acte de propriété délivré par le Sultan) on lit que le village de *Sabi* (à Saruhan) "a été donné comme propriété privée, sans aucune condition, et que si quelqu'un

d'émergence de l'Empire surtout, ce droit a été utilisé d'une manière large comme un encouragement⁹ et, dans l'ensemble (même sous Mehmed II, pourtant connu pour sa politique centralisatrice¹⁰), les sultans n'ont jamais remis en question la légitimité de cette forme de propriété.

Celle-ci était complétée par d'autres formes de propriété privée, notamment par les *vakfs* (fondations religieuses). Le but initial des *vakfs* est l'utilisation d'une terre (en principe limitée) pour un acte de bienfaisance religieuse. Le fondateur abandonne le droit de vendre et/ou d'hypothéquer sa possession, mais il garde le plein contrôle sur elle, sur ses biens et ses paysans. Il a également le droit de retarder la réalisation de l'oeuvre de bienfaisance pratiquement à l'infini, jusqu'à une date où ni lui, ni personne de sa famille et de sa génération n'est plus vivant¹¹. Comme on le verra, ces *vakfs* étaient devenus en pratique de vraies entreprises dans le commerce et dans des activités de rente. Ces *vakfs* qui comprenaient parfois des dizaines de villages avaient également le plein droit juridico-administratif¹² et il existait même des cas où ils contrôlaient des villes entières¹³. Au début, alors même qu'ils étaient assurés contre un éventuel *contrôle étatique*¹⁴, ils jouaient un rôle d'avant-garde dans l'expansion territoriale de l'Empire¹⁵.

s'oppose à cet acte, il est souhaité que Dieu et le Prophète le maudissent". Cité par I. H. Uzunçarşılı, "Osmanlı Hükümdarı Çelebi Mehmet Zamanında Verilmiş bir Temlikname" in *Bellekten*, n° : 11-12.

⁹ Ş. Mardin, "Center-periphery Relations : A Key to Turkish Politics" in *Daedalus*, Hiver 1973, p : 170-171.

¹⁰ Voir l'ouvrage classique de Franz Babinger, *Mehmed the Conqueror and his Time*, Princeton, 1978.

¹¹ Voir : O.L. Barkan, *Türkiye' de Toprak Meselesi*, Istanbul, 1981, et I. H. Uzunçarşılı, "XIV. ve XV. Asırlarda Anadolu Beyliklerinde Toprak ve Hukuk İdaresi" in *Bellekten*, n° : 5-6.

¹² Voir par exemple l'article d'I.H. Uzunçarşılı, "Karamanoğlu Devri Vesikalarında İbrahim Bey'in Karaman İmaretı Vakfiyesi" in *Bellekten*, n° 1. Cet article analyse la période pré-ottomane, mais il reste cependant très important. Car on y lit qu'une seule fondation pouvait compter 37 biens dont 13 villages. Cet état de choses a continué pratiquement sans aucun changement durant la période ottomane.

¹³ Barkan constate qu'en 1561, dans 20 villages autour de Brousse, ces fondations avaient des ressources de 339 119 *akçe*, provenant de l'usure et que la même année 3 250 799 *akçe* étaient employés dans cette affaire. Ses recherches montrent fort bien que ce fait n'était guère limité à Brousse. O.L. Barkan, "Türkiye' de Din de Devlet" in *Cumhuriyet in 50. Yılı Semineri*, Ankara, 1975, p. 75-77. Voir aussi son travail sur les *vakfs* à Andrinople, "Edirne Askeri Kassamına Ait Tereke Defterleri, 1545-1699" *Belgeler*, v : 111, 1966.

¹⁴ Voir O.L. Barkan, "Bir Kolonizasyon Metodu Olarak Vakıflar" in *Vakıflar* v : II, p. 357.

¹⁵ Barkan dit à ce propos que "L'Etat ou les autorités locales ne s'occupent pas de la direction des *vakfs*, et les dirigeants des *vakfs* ne sont pas obligés de s'entretenir avec le gouvernement central pour entreprendre une affaire. Car même le Sultan ne se considère pas comme autorisé à changer leur statut, de diminuer leurs droits, ni de remplacer leurs personnels". O.L. Barkan, *ibid.*, p. 358.

Une autre forme de propriété, encore plus répandue que celles précédemment citées était celle de *yurtluk* et d'*ocak* des beys du Kurdistan. Ces beys, militairement soumis à l'Empereur, avaient eux aussi un droit de pleine propriété ; ils comptaient également parmi leurs biens des paysans ; ils prélevaient les impôts pour leur compte et géraient des propriétés qui couvraient des régions immenses, y compris des villes et des capitales. Il existe au Kurdistan une liaison directe entre la domination et la propriété, de sorte que les grands beys sont officiellement appelés *hükümdar*, ce qui signifie "souverains"¹⁶. De plus, les raisons géopolitiques obligèrent le pouvoir central à accepter ce phénomène jusqu'au début du XIXe siècle où le Kurdistan comptait ainsi plusieurs *hükümdar*. Leur propriété était tellement légitime, et même "sacrée", que lorsqu'ils trahissaient le Sultan et s'enfuyaient en Iran, celui-ci ne pouvait leur enlever ni leurs titres ni leurs possessions et que leurs héritiers devenaient automatiquement *hükümdar*¹⁷.

Citons enfin deux autres sortes de propriété privée complémentaires : d'abord *eskincili timar*, qui était analogue au fief européen : le propriétaire avait plein droit sur le sol ; il l'utilisait comme bon lui semblait. Mais il était tenu d'aider militairement l'Empereur quand celui-ci en avait besoin. En dernier lieu, *malikane divan* où le propriétaire n'était pas l'exploitant. Le *sipahi* exploitait la terre et avait tous les droits sur elle, mais il devait au propriétaire une part du profit.

Il est donc difficile, compte-tenu de ces cinq formes de propriété largement répandues dans l'Empire¹⁸, de parler de "mode de production" asiatique. Jusqu'ici, les analyses sur cette question se sont plutôt basées sur la forme de propriété officielle, répandue dans la partie européenne de l'Empire. Or, force est de réaliser que, celui-ci constituant une immense mosaïque de pays au temps de sa grandeur, son mode de production ne peut être analysé que sur la base d'études tenant compte de sa totalité. D'autre part, on sait que même dans sa partie européenne, l'Empire a essayé d'intégrer le système pré-ottoman en y ajoutant graduellement certaines

¹⁶ Il faut ajouter qu'au moins une partie de ces gouverneurs ont été progressivement intégrés dans le régime officiel de l'Empire. Mais ce changement signifiait plutôt l'intégration de ces *beys* parmi les autorités locales de l'Empire, sans pour autant modifier les limites de leur autorité. Pour une analyse détaillée de ce fait, voir : H. A. Gibb, H. Bowen, *Islamic Society and the West : A Study of the Impact of Western Civilization on Moslem Culture in the Middle East*, 2v, Oxford, 1950.

¹⁷ Voir : Şeref Han, *Şerefname*, Istanbul, 1971.

¹⁸ Pour la distribution de ces cinq formes de propriétés dans certaines régions, voir : Barkan, *Türkiye' de Toprak Meselesi*, p. 116, 286, etc.

modifications¹⁹. Cette intégration s'effectuait par l'islamisation d'une couche de l'aristocratie chrétienne. Parfois, cette aristocratie se montrait capable de s'intégrer dans le corps administratif et militaire ottoman tout en restant chrétienne et tout en continuant à profiter de privilèges qui pouvaient remettre en question les bases mêmes du système impérial²⁰.

Si l'on passe maintenant de la forme de la propriété privée à la forme de propriété publique (le système *miri*), on trouve deux catégories bien distinctes : les *re'aya* qui ne possèdent pas la terre et qui sont sujets de l'Empereur et les *sipahi* qui sont en théorie ses représentants et ses fonctionnaires²¹. Mais, en pratique, les choses sont plus complexes. Bien que *de jure*, le *sipahi* ne soit qu'un fonctionnaire, il jouit de privilèges considérables : il possède des biens, des terres et des pâturages privés ; il ne paie pas d'impôts, alors que les *re'aya* en doivent plus de cinquante. Et même, les *re'aya* lui versent des taxes importantes, parmi lesquelles le *çift resmi*, autrement dit la corvée, remplacée par un impôt en numéraire²². Le *sipahi* est officiellement appelé maître du sol et considéré comme tel (*sahib-i arz*) ; il y exerce un contrôle total. Le titre de *sipahi* est en pratique héréditaire ; non seulement les fils du *sipahi*, mais aussi ses proches deviennent très souvent des *sipahis*. Donc, sa famille et sa dynastie jouissent également d'une situation privilégiée. Il faut noter d'autre part que la majeure partie du revenu de l'exploitation des *re'aya* entre dans les caisses du *sipahi* et non dans celle du Sultan. Quant aux *re'aya*, ils sont dans une relation de dépendance totale à l'égard du *sipahi*. Il leur est interdit, sous peine d'amende, de quitter la terre et leur maître et, comme dit le proverbe, le fils du *re'aya* devient *re'aya*. C'est pourquoi il est difficile de le décrire, ainsi que le font certains historiens, comme un paysan *libre*, et d'analyser son statut sans tenir compte de cette dépendance²³.

Si nous nous référons à Marx, nous constatons que la guerre dans les sociétés "asiatiques" peut être inévitable soit pour la survie de la

¹⁹ Voir H. Inalcik, "The Ottoman Methods of Conquest" *Studia Islamica*, v : II.

²⁰ The Ottomans respected the principles of feudalism. They at first demanded only a small yearly tribute from vassal princes, as a token of their submission to the Islamic state. They later demanded that a vassal prince's son should be held as hostage, that the prince should come to the Palace once a year to swear allegiance and that he should send auxiliary troops on the Sultan's campaigns". H. Inalcik, *The Ottoman Empire*, 1976, p. 12.

²¹ Voir le livre d'H.A. Sanda, *Reaya ve Köylü*, Istanbul, 1976.

²² Pour une description plus précise de cette forme voir . H. Cin, *Osmanli Toprak Düzeni ve Bu Düzenin Bozulmasi*, Ankara, 1978; O.L. Barkan, *op. cit.* Pour la liste totale de ses impôts voir : M. Sencer, *Osmanli Toplum Yapisi*, Istanbul, 1973.

²³ Voir Marx in : K. Marx, F. Engels, V.I. Lénine, *Sur les Sociétés pré-capitalistes*, Paris, 1970, p. 185.

Communauté ou de l'Etat, soit pour la rupture de l'emprisonnement géographique ou pour la réalisation d'une unité territoriale nécessaire à la survie économique, soit, enfin, pour des raisons défensives.

La guerre a un rôle primordial dans l'Empire ottoman, car l'Empire est basé sur l'expansion militaire et c'est son caractère militaire qui détermine en grande partie l'évolution de son économie²⁴. Les guerres ottomanes ont d'abord pour but des expansions militaires avancées, puis la défense des territoires déjà conquis²⁵ et enfin le pillage. Or ces guerres (excepté peut-être celles de la période de la construction de l'Empire) lui ont servi à étendre son contrôle sur un territoire qui constituait économiquement, et dans une certaine mesure politiquement, une unité ; autrement dit, la conquête de l'Anatolie turque s'est effectuée dans la deuxième moitié du XVI^e siècle, à un moment où la conquête des provinces européennes était déjà achevée. Tout en ayant des buts économiques, les guerres ottomanes ne se sont pas toujours fondées sur des nécessités économiques. On sait que dans la période d'expansion militaire, l'Asie mineure était déjà auto-suffisante économiquement, et c'est pourquoi la colonisation forcée des territoires étrangers par une population turque, qui refusait d'ailleurs de se déplacer, n'a pas toujours réussi ; au contraire, cette politique a contribué à la déstabilisation économique et démographique de l'Empire²⁶. De cette politique de colonisation, il ne restait vers la fin qu'une fragile surface

²⁴ Il faut néanmoins noter que les guerres sont loin d'être les sources uniques de l'économie ottomane. Il existe également une industrie assez diversifiée et un commerce lié à cette industrie.

²⁵ En effet, l'Empire succède aux Seldjoukides et, du moins au début, il n'a pas de noyau fixe, pas de territoire préalable. Les Seldjoukides s'étaient étendus dans les vastes zones de Mésopotamie et de l'Anatolie. Les Ottomans qui étaient au départ une branche des Seldjoukides ont commencé leur expansion plutôt dans l'ouest de l'Anatolie, pour s'orienter ensuite vers l'Europe. Pour un tel Empire, il est clair que la conquête du territoire n'était pas seulement liée à des pillages, mais, qu'il existait aussi une politique de "domino". L'Empire pouvait vivre dans la mesure où il pouvait se défendre, et il pouvait se défendre dans la mesure où il s'étendait économiquement et militairement. Pour l'Empire, une perte serait le début de toute une chaîne des pertes.

²⁶ Beldiceanu résume ainsi les efforts faits par Mehmed II pour déporter la population vers Istanbul ("*subaşı*") essaya d'abord de peupler la nouvelle capitale de l'Empire en promettant à ceux qui voulaient bien s'y installer, des maisons, des vignobles, et des jardins en toute propriété (*mülk*). Mais, les espoirs de l'administration furent déçus. Elle changea alors de méthode. Des ordres furent expédiés aux *subasi* et aux *qâdi* de toutes les provinces leur demandant de déporter la population". N. Beldiceanu, *Recherches sur la ville ottomane au XV^e siècle*, Paris, 1973, p. 37. Voir également M. Akdağ, *Türkiye'nin İktisadi ve İçtimai Tarihi*, v:1, Istanbul, 1974.

islamique enveloppant une influence chrétienne massive"²⁷, et l'"impossibilité de l'assimilation"²⁸.

D'autre part, toujours selon Marx, le mode de production asiatique ne peut exister que sur la base d'une économie peu développée et d'une division du travail très limitée. C'est précisément cela qui provoque la stagnation de la société et de ses rapports de production pendant une très longue durée, voire pendant des siècles. Mais on ne trouve pas de situation semblable dans le cadre de l'Empire ottoman où existent des centres urbains très développés²⁹, et par conséquent une division du travail profondément établie dans la plupart des régions, et ceci dès l'époque classique³⁰, à tel point que certains historiens parlent même de bourgeoisie ottomane et de capitalisme industriel³¹. Dès le début de l'Empire, par ailleurs, on voit l'Etat vendre certains services, tandis que se développe le noyau des *a'yans*, en relation étroite avec ce "capitalisme commercial" qui va se développer dans presque toutes les villes³².

Pour ce qui est de l'artisanat, on note aisément la place importante qu'il occupe. Jusqu'à une date tardive, les artisans organisés en corporations, parfois mystiques, sont contrôlés par l'Etat³³. Ils jouissent néanmoins d'une certaine marge de manoeuvre, emploient une grande quantité de main

²⁷ Voir Boris C. Nedkoff, "Osmanli Imparatorluğunda Cizye", *Belleten*, n° 32.

²⁸ "Moreover, the expansion was so rapid, as to forbid an assimilation of the infidel populations included within the new frontiers" H.A. Gibb, H. Bowen, *op. cit.* p. 27.

²⁹ Les villes de l'Empire de l'Europe sont en grande partie des centres ayant un fort développement économique où à partir du XVIIIe siècle on voit l'industrie commencer à dominer. Les villes qui se trouvent en Asie et en Afrique sont des centres de grandes civilisations avec une longue tradition gestionnaire et étatique.

³⁰ Pour une étude générale voir . B. Lewis, *Istanbul and Civilization of the Ottoman Empire*, Univ. of Oklahoma Press, 1962.

³¹ A ce propos, H. Inalcik dit qu'"une transformation analogue à celle qui devait conduire en Europe au capitalisme se manifestait dans les corporations. Dans l'industrie de la soie, concentrée à Brousse on voit aux XVe et XVIe siècles apparaître de véritables patrons capitalistes exploitant parfois une soixantaine de métiers à tisser. Des artisans réduisent la quantité d'or contenu dans les brocarts de manière à produire des brocarts accessibles à un plus grand nombre d'acheteurs, afin de développer leur profit. Certains inventent des variétés nouvelles de produits, se mettent en compétition avec les maîtres devenus des "patrons capitalistes". Certaines branches de la production - les cotonnades en Anatolie occidentale, les cuirs à Andrinople, la confection des vêtements d'Istanbul - travaillaient pour les marchés extérieurs et se développaient rapidement". H. Inalcik, "Quelques Remarques sur la Formation du Capital dans l'Empire Ottoman" in *Hommage à l'Honneur de Fernand Braudel*, t. 1. Paris 1973, p. 239.

³² Voir Y. Ozkaya, *Osmanli Imparatorluğunda Ayanlik*, Ankara, 1976.

³³ Voir l'étude très approfondie de R. Mantran, *Istanbul dans la 2ème moitié du XVIIe siècle*, Paris, 1962.

d'oeuvre et auraient pu être un facteur du passage à la révolution industrielle. Cet artisanat en effet est lié à un réseau commercial, à un marché très évolué et aux rapports d'échange entre villes et campagnes, ainsi qu'à des marchés inter-régionaux et internationaux. On sait également que l'Etat et le secteur privé ont dû investir dans le domaine industriel, et surtout dans l'industrie militaire, très développée dans certaines villes.

Dans l'Empire il règne donc une division du travail analogue à celle de l'Europe (et même plus développée). Il est difficile de parler de stagnation économique ou même de stagnation sociale.

Si l'on examine l'évolution sociale, on peut observer que dès sa première époque, l'Empire est entré dans une phase de changements. Il était l'héritier des luttes et des soulèvements "aristocratiques" et populaires qui avaient secoué l'Anatolie du XI^e au XIV^e siècle. Alors que d'énormes richesses étaient accumulées aux mains de l'Etat et aux mains de propriétaires privés³⁴ les luttes internes aux classes dirigeantes, les soulèvements et les rivalités, ainsi que les luttes populaires étaient inévitables³⁵. D'autre part, les conditions géopolitiques de l'Empire empêchaient elles aussi une stagnation dite "asiatique". L'Empire était un pont culturel, commercial, militaire, politique, technologique, etc. entre les différentes civilisations. La présence de Levantins qui conservaient entre eux de multiples relations tout au long de l'histoire de l'Empire donné la possibilité de suivre de près les évolutions politiques et économiques du monde occidental.

En résumé, il nous semble très difficile d'appliquer le schéma "asiatique" pour analyser la situation réelle de l'Empire ottoman. A notre avis, rien d'analogue au système asiatique n'a existé dans l'Empire et ce n'est donc pas l'existence d'un tel système qui aurait empêché le passage de l'Empire à la société industrielle. La réponse à notre question doit donc être recherchée ailleurs.

³⁴ Au XVI^e siècle, 1 million d'*akçe* étaient suffisants pour l'approvisionnement de 2 000 personnes pendant un an. Pour donner une image des richesses accumulées dans certaines mains, nous résumons ici, les principaux éléments du trésor d'un vizir : ses biens se composaient de 11 200 000 *akçe* (dont 1100 esclaves), 1 000 charges d'argent, 406 moulins, 8 000 *Kur'ans*, 5 000 livres. Un militaire nommé Sinan Pacha avait pour sa part 600 000 ducats d'or, 2 108 000 *akçes*, 15 *tesbih* de perles, 140 casques, etc. Cité par I. H. Uzunçarsili, *Osmanli Devletinin Merkez ve Bahriye Teşkilâtı*, Istanbul, 1948, p. 164-168.

³⁵ Pour l'ensemble de ces luttes interminables voir l'ouvrage classique d'I. H. Uzunçarsili, *Osmanli Imparatorluğu Tarihi*, 5v. Ankara, réimprimé en 1982-83.

L'Empire ottoman était-il ou non un empire fortement centralisé ? Cette question est liée à la première car il est clair que si l'Etat ottoman exerçait un contrôle absolu dans tous les domaines, il pouvait empêcher l'émergence de forces nouvelles et conduire l'Empire à une stagnation économique et politique.

Jusqu'à une période récente, on a souvent analysé l'Empire ottoman comme un Empire fortement centralisé. Or, la centralisation était bien moins importante, et les tendances décentralisatrices beaucoup plus fortes que ce qui a été souvent avancé. Et ces tendances, pour utiliser l'expression de Yasar Yücel, étaient même soutenues par l'Etat³⁶.

Nous ne pouvons évidemment pas présenter ici une analyse détaillée de ce problème. Mais nous voulons néanmoins donner quelques exemples. Utilisant encore une fois une expression de Y. Yücel, on peut dire qu'en gros, il existait des régions indépendantes dans tout l'Empire.

Tout d'abord, il existait des villes où les forces non étatiques étaient dominantes. D'autre part, si l'on prend encore le cas du Kurdistan, on remarque qu'en dehors des expéditions militaires, les souverains kurdes avaient une indépendance quasi totale³⁷. On rencontre une situation analogue dans les pays arabes où les Emirs étaient économiquement et juridiquement souverains dans leur région. Dans la péninsule arabique, ils contrôlaient même les revenus douaniers de l'Etat³⁸. Dans la Turquie européenne, on trouve également une situation de semi-indépendance établie soit par l'aristocratie turque implantée, soit par l'aristocratie indigène³⁹. Ces "aristocraties" étaient soumises à des obligations militaires, mais bénéficiaient d'une autonomie juridique et administrative ; comme le dit H. Inalcik, "*The ottomanisation of a conquered region was not a sudden and radical transformation but a gradual development*"⁴⁰.

³⁶ Voir Y. Yücel, "Osmanli Imparatorluğunda Desantralizasyon Etkenleri", in *Bellekten* n° 152.

³⁷ Pour le statut et la répartition administrative qui n'étaient pas en général sous l'autorité impériale voir M. Kunt, *The Sultan's Servants, Transformation of Ottoman Provincial Government 1550-1650*, Colombia Univ. Press, 1983. Voir également l'atlas classique de D.E. Pitcher, *An Historical Geography of the Ottoman Empire from the Earliest Times to the End of the 16th Century*, Leyde, 1972.

³⁸ Voir : I.H. Uzunçarsili, *Mekke-i Mükerrerme Emirleri*, Ankara, 1976.

³⁹ Voir : N. Itzkowitz, *Ottoman Empire and the Islamic Tradition*, Univ. of Chicago Press, 1980, H. Inalcik, *Tanzimat ve Bulgarlar*, Ankara, 1940 et *The Ottoman Empire*, p. 14.

⁴⁰ Voir H. Inalcik, *The Ottoman Empire*, p. 14.

Cependant, l'autonomisation de ces régions ne signifiait pas forcément leur intégration, car on sait que longtemps après l'occupation turque, la loi coutumière locale et la loi ottomane étaient simultanément en application⁴¹, ce qui ne devait guère être favorable à la centralisation.

Pendant les quatre premiers siècles, en raison de son immensité géographique, l'Empire n'a pas été en mesure d'établir un règlement juridique et politique couvrant l'ensemble de ses *vilayet*. Même les villes qui étaient sous sa domination directe et "absolue" échappaient à son contrôle⁴². Chaque ville avait son propre budget, ses propres lois administratives etc. L'unité économique de l'Empire restait une utopie⁴³. Constantinople et sa périphérie elles-mêmes étaient loin de connaître une domination totale du Sultan. L'existence de grands domaines privés et les fondations étaient le signe par excellence de la décentralisation. La direction de l'Empire elle-même ne semblait guère souffrir d'une monopolisation du pouvoir : il existait au contraire un consensus entre les représentants de la classe "politique" : l'Empereur, les militaires⁴⁴, les vizirs et le grand vizir⁴⁵. C'est précisément ce consensus qui permettait aux intérêts divers d'être représentés dans la capitale et qui garantissait la stabilité politique de l'Etat.

Au sommet de l'Etat, les Janissaires, en théorie, privés de tous les droits (sauf celui d'être serviteur et "guerrier") devinrent très rapidement, et ceci dans les périodes les plus florissantes de l'Empire, une force religieuse et commerciale. Suivant M. Akdag, ils s'enrichirent de façon spectaculaire grâce à leurs activités économiques et se transformèrent en un contre-pouvoir. Selon l'équilibre des forces⁴⁶ le Sultan pouvait confisquer les biens

⁴¹ D. Djordjevic, *Réveils Nationaux des Peuples Balkaniques*, Belgrad, 1965, p. 68.

⁴² Voir : Y. Yücel, "Osmanli Imparatorluğunda Desantralizasyona Dair Genel Gözlemler", *Belleten* n°38.

⁴³ Pour une partie importante de ces lois voir O.L. Barkan, *Osmanli Imparatorluğunda Zirai Ekonominin Esaslari*, Istanbul, 1943.

⁴⁴ Pour cette entente voir M. Kunt, *Sancaktan Eyalete*, Istanbul, 1978.

⁴⁵ La classe dominante est généralement appelée "*askeri*", ce qui veut dire *militaire*. Cette classe contient évidemment aussi des civils, mais elle est marquée par son caractère militaire. Ici, nous faisons une distinction entre les militaires et les éléments civils de l'*askeri* et nous utilisons le mot militaire surtout pour décrire les militaires de métier.

⁴⁶ Lütfü Pasa, dans son fameux *Asafname*, montre bien le partage de la sphère politique entre le Sultan et le Grand Vizir "The Grand Vizier should speak to the sovereign without hesitation, of what is necessary in the affairs of both religion, and the state, and should not be held back by fear of dismissal. It is better to be dismissed and respected among men to render than dishonest service. The vizier should limit the demands of the state on the subject, and should preserve the Sultan from greed for money and from the harmful results to which it leads. The propriety of the subject must be respected. For the summary annexation of the propriety of the people to the propriety of the sovereign is a sign of decay in the state". Cité par

des vizirs, mais il lui devint impossible de confisquer les biens de ces soldats-commerçants et propriétaires fonciers, car un tel acte aurait immédiatement mis en danger la sécurité intérieure de l'Empire. De plus, les fortunes des janissaires, illégales, étaient exonérées d'intérêt. Chaque fois qu'il avait suffisamment de pouvoir, le Sultan essayait de leur couper la tête, mais leur groupe parvint toujours à conserver ses biens et sa puissance.

Le Sultan, obligé de tenir compte de l'équilibre des forces, élargit les limites de la classe dite "askeri", en y ajoutant les *ulemas* qui prirent de plus en plus d'influence dans la direction de l'Etat, à partir du XVI^e siècle, plus encore à dater du XVIII^e.

D'autre part, cette situation qui permettait dans la capitale même la participation des tendances décentralisatrices au pouvoir, provoqua dans les provinces la naissance de contre-pouvoirs militaro-économiques. L'inclusion des *ulema* dans ceux-ci n'a fait que les fortifier en leur donnant un caractère spirituel. L'existence des familles religieuses pratiquant l'usure s'explique en partie par ce fait.

En ce qui concerne les communautés non-musulmanes, le phénomène de décentralisation se poursuivit. La direction de l'Empire se montra capable de turquifier de larges masses musulmanes, en tout cas en Anatolie⁴⁷, mais incapable d'intégrer les communautés non musulmanes, soumises parfois à des conditions plus dures. Les non musulmans étaient eux aussi des *reyas* mais, à la différence des *reyas* musulmans, ils devaient à l'Etat leur existence dans un monde islamique c'est pourquoi ils payaient des impôts supplémentaires. Ces communautés jouissaient cependant d'une autonomie assez large : étant des *millet*, elles avaient leurs écoles, leurs systèmes juridiques autonomes et leurs organes suprêmes qui les représentaient auprès de l'Empereur⁴⁸.

L'Empire était donc loin d'être "fortement centralisé" et les conséquences allaient s'en faire sentir. En effet, dès cette période, on assiste

B. Lewis, *Istanbul and the Civilization of the Ottoman Empire*, Univ. of Oklahoma Press, 1972, p. 88-90.

⁴⁷ Pour une analyse importante de ce fait voir A. Toynbee, *The Western Question in Turkey and Greece*, Londres, 1972.

⁴⁸ Dans l'Empire, chaque communauté non-musulmane était considérée comme un *millet*. Le mot signifie dans le turc moderne *la nation*. Ce système basé sur les *millet*, surtout à partir du XVIII^e siècle, mettra l'Empire face à des dilemmes importants. Voir K. Karpat (ed.), *An Inquiry into the Social Foundation of Nationalism in the Ottoman State : From Social States to Classes, From Millets to Nations*, Princeton, 1973.

à une *fusion* de l'Etat et des contre-pouvoirs musulmans, des *ayans*, et ensuite au soulèvement de ces derniers. Ces soulèvements deviendront presque quotidiens pendant les XVIIe et XVIIIe siècles. Les grandes familles d'*ayans* ayant déjà une tradition aristocratique vieille de plusieurs siècles⁴⁹ étaient devenues plus fortes que l'Etat dans leur région ; on peut même dire que l'Etat était devenu dépendant des *ayans* : ceux-ci fortement militarisés assuraient sa protection contre les soulèvements populaires, contre les bandits et contre l'ennemi de l'extérieur. La dépendance militaire se doublait d'une dépendance financière : l'Etat s'endettait vis-à-vis des *ayans* qui étaient devenus des *mültezim*, collecteurs d'impôts. Participant au système judiciaire, les *ayans* eurent la possibilité d'occuper les fonctions gouvernementales les plus importantes, telles que celle de *mutasarrif*. Dans les provinces, les *ayans* acquirent donc progressivement un pouvoir étatique, tout en demeurant rivaux de l'Etat car leurs intérêts, leurs zones d'influence, étaient en compétition. L'Etat, tout en leur devant sa stabilité, fut parfois amené à soutenir les *reyas* contre eux, afin de les affaiblir ; il essayait aussi de semer la discorde entre les diverses familles d'*ayans* et, quand il en avait le pouvoir, n'hésitait pas à supprimer un de leurs chefs. Mais la famille d'*ayans* qui perdait son chef ne perdait ni son influence ni sa fortune. Enfin l'Etat n'osa jamais abolir l'institution de l'*ayanat*, faute de pouvoir se substituer à sa puissance et parce qu'il aurait été privé d'intermédiaire, entre les *reyas* et lui.

Cette rivalité se prolongea jusqu'au début du XIXe siècle, époque à laquelle il était déjà trop tard pour l'Etat. A cette époque, l'*ayanat* en tant qu'institution était plus solide que jamais et elle s'opposait à toute tentative de décentralisation. Chaque pas vers le centralisme obligeait l'Etat à reconnaître sa légitimité et à accroître de fait le pouvoir des *ayans*. Surtout, à partir de 1808 où le Sultan fut "sauvé" de ses ennemis du palais, par les *ayans*⁵⁰, il signa avec eux une charte (*sened-i ittifak*) reconnaissant leur pleine légitimité.

⁴⁹ On voit que dès la période de Mehmed II, l'Etat a été dépendant de ces familles. "One of the chief sources of government was the system of farming out (*mukataa*) which attained its full development under Mehmed II. The *narre* applies to three types of lease : the leasing of state-owned enterprises and installations, the farming out of the collection of taxes, customs duties, and anchorage and weightening fees, and the concession of monopolies. In certain regions, private persons could acquire in return for payment of a mixed and presumably large sum, the right to levy taxes, to exploit every conceivable resource of the soil, and to operate state enterprises for their own account." F. Babinger, *op. cit.*, p. 451.

⁵⁰ Pour la révolte qui a causé la mort du Sultan Selim, l'intervention des *ayans* et leur sauvetage du prince héritier Mahmud II, voir G.V. Findley, *Bureaucratic Reform in the Ottoman Empire*, Princeton, 1980 et S. Shaw, *Between Old and New : the Ottoman Empire under Sultan Selim III*, Cambridge, 1971.

Pour ce qui est des communautés non musulmanes, elles s'éveillèrent rapidement à la conscience religieuse, puis nationale⁵¹, avec le renouveau nationaliste et les échecs militaires de l'Empire. L'appui de l'étranger, l'influence de l'Empire russe, renforcèrent le mouvement des minorités et chaque pas vers la centralisation, en menaçant leur autonomie, les poussait à une hostilité ouverte à l'égard de l'Etat : ce fut le début du démembrement de l'Empire.

En résumé, nous ne pouvons pas dire que l'Empire a connu une forte centralisation, une domination totale du pouvoir sultanique, un despotisme absolu du Sultan, qui n'aurait laissé aucun espace au développement de forces nouvelles. Contrairement à ce qui se passa en Europe, le centralisme fut un fait tardif dans l'Empire ottoman et chaque pas dans sa direction, loin de renforcer le pouvoir étatique, bouleversa au contraire les structures de l'Empire et le conduisit au démembrement.

En supposant que toutes les structures économiques non asiatiques devaient nécessairement conduire au capitalisme⁵² on a souvent avancé l'hypothèse que le mode de production asiatique de l'Empire a empêché son passage au capitalisme.

Quelle est la situation dans l'Empire ? La crise économique qui le frappe depuis sa fondation, s'amplifie avec la perte d'importance des routes commerciales. L'arrivée massive de l'or d'Amérique crée de nouveaux problèmes. La résistance des dirigeants de l'Empire, fructueuse au début⁵³ ne fait qu'aggraver la crise à long terme, en y ajoutant une certaine psychose d'échecs.

En même temps le bouleversement social est complet. Le système foncier officiel est depuis longtemps en décadence. Les *reaya* "détruisent" leurs tenures et se réfugient dans les villes. Les révoltes de janissaires se banalisent. Et tandis que les révolutions de palais se succèdent, les émeutes les plus sanglantes éclatent et se propagent durant près de cent ans sans

⁵¹ Voir pour un cas spécial : H. Inalcik, *Tanzimat ve Bulgarlar*, Ankara, 1940.

⁵² Entendons par là "féodal", car jusqu'à maintenant on a essayé d'analyser ce problème dans les cadres du paradigme "féodal-asiatique".

⁵³ Voir : D. Avcioğlu, *Türkiye'nin Düzeni*, v.1, Istanbul, 1974. Cette résistance n'était pas uniquement militaire. Elle était aussi, au moins au début, une défense économique. Voir : F. Braudel, "L'Empire Turc, est-il une Economie-Monde ?" in *Memorial Omer Lütfü Barkan*, Paris, 1980.

discontinuité (les révoltes des *Celalis* en Anatolie). Elles touchent presque toutes les couches de la société avec pour conséquences le chaos, les massacres, la famine, la destruction des villages et même des villes, la décadence morale et l'effondrement total de l'autorité étatique. Et lorsqu'elles prennent fin, les campagnes se trouvent totalement dévastées⁵⁴. A la même époque, les guerres à l'extérieur commencent à se solder par des défaites : l'époque de l'expansion militaire est définitivement terminée.

Pourquoi ce tableau négatif ? Le système du *devşirme*⁵⁵ en est-il responsable comme l'avancent les historiens pan-turquistes ? On sait pourtant que les *devşirmes* occupent une place moins importante qu'on ne l'a longtemps cru⁵⁶. On sait également que ces *devşirmes* étaient en très grande partie turquifiés et qu'ils n'avaient pas trahi l'Etat mais avaient essayé de le sauver et n'avaient pas épargné leurs efforts dans ce but (comme la dynastie des Köprülü).

La religion a-t-elle joué un rôle déterminant ? A-t-elle empêché le "progrès" ? Pourtant, comme l'explique clairement M. Rodinson, l'islam ne peut pas être considéré en soi comme un obstacle au capitalisme. De plus, bien que les *ulemas* tiennent une place importante dans la société, il est assez difficile de postuler que l'Empire ottoman était un empire théocratique. Bien que le Sultan ait été en même temps le *khalife* de tous les musulmans, les dirigeants du pays prenaient les décisions non pas selon les dogmes islamiques mais plutôt selon les besoins du moment, par les *hile-yi şeriye*⁵⁷. Il nous semble qu'au moins dans sa période classique, la religion n'a pas pu jouer un rôle prépondérant dans l'Empire⁵⁸. Ce n'est qu'avec la décadence morale et le besoin d'une idéologie de défense que l'Empire commença à subir l'influence des religieux⁵⁹.

⁵⁴ Voir M. Akdağ, *Türk Halkinin Dirlik Düzenlik Kavgasi*, Ankara, 1975.

⁵⁵ *Devşirme* : Le système d'éducation des enfants chrétiens et leur emploi dans l'administration étatique.

⁵⁶ Voir M. Akdağ, *Türk Halkinin Dirlik Düzenlik Kavgasi*, Ankara, 1975.

⁵⁷ *Hile-i Şeriye* : Expression signifiant l'adaptation d'une loi ou politique qui ne se conforment pas à la *sharia*.

⁵⁸ Mehmed II, dit H. Inalcik, est le premier Sultan à oser... réagir assez indépendamment par rapport à la *sharia* ... et même préparer et décréter des lois contradictoires avec l'Islam". H. Inalcik, "Osmanlılarda Raiyyet Rûsumu", *Belleten*, n° 92, p. 575.

⁵⁹ Selon O.L. Barkan, dans un premier temps, les Sultans ne se sentaient pas dans l'obligation de réagir avec une stricte orthodoxie et leur action s'est basée plutôt sur une politique réaliste (Voir son article "Türkiye'de Din ve Devlet" in *Cumhuriyet 'in 50. Yili Semineri*, Ankara, 1975, p. 51). Mais, cette situation se renverse à partir du XVIIe siècle, au détriment des institutions laïques. O.L. Barkan, *XV ve XVI Asırlarda Osmanlı İmparatorluğunda Zırai Ekonominin Hukukî ve Mali Esasları*, v.1. İstanbul, 1943, p. XII.

Des historiens de la cour impériale et certains historiens turcs ont souvent écrit que la dégénérescence des lois et des institutions a été la cause de la décadence de l'Empire⁶⁰. Or, l'un des problèmes qui se posent est au contraire celui de la transformation *insuffisante* des institutions et des lois⁶¹ et la tendance au passéisme. Les historiens officiels de l'Empire, n'ayant pas compris les caractéristiques de l'ère nouvelle, ont proposé un retour en arrière, la réhabilitation et la mise en pratique des anciennes institutions. Mais cette thèse ne peut pas répondre à notre question de départ ; on sait que les Etats ne s'effondrent pas parce que leurs institutions dégèrent, mais qu'au contraire les institutions dégèrent parce que l'Etat est en décadence.

L'une des thèses les plus répandues - et sûrement l'une des plus solides - est celle qui accorde une place déterminante au développement du capitalisme en Europe. Selon cette thèse, défendue entre autres par Barkan et par Wallerstein, le développement du capitalisme en Europe occidentale aurait rendu impossible le passage au capitalisme dans l'Empire en le laissant entrer dans le cycle d'une semi-colonisation. Ce facteur aurait causé la décadence de l'Empire et aurait été la raison fondamentale de son sous-développement et de sa périphérisation. Bien que basée sur des arguments solides, cette thèse ne permet pas de répondre à la question suivante : pourquoi donc l'Empire turc n'a-t-il pu amorcer ce que l'Europe a pu faire ? Et si cette thèse peut s'appliquer aux événements postérieurs au XVIII^e siècle, elle laisse dans l'obscurité les années de l'époque classique de l'Empire.

Certains historiens essayent de trouver la réponse dans le passé dramatique de l'Empire, par exemple dans les effets de l'occupation mongole, très marquant, aux XIV-XV^e siècles⁶² ou dans l'influence commerciale qui s'exerce depuis la période byzantine⁶³. Mais on sait que, quoique destructrice, l'occupation mongole s'est limitée à un temps relativement bref et que l'expansion de l'Empire a pu se réaliser non pas avant mais après cette occupation. D'autre part, on sait que les guerres sévissaient partout en Europe (sauf au Portugal) et qu'elles n'étaient pas un phénomène limité à l'Empire ottoman.

⁶⁰ Voir par exemple le fameux ouvrage de Koçi Bey, *Koçi Bey Risalesi*, Ankara, 1972.

⁶¹ P. Suger, "Economic and Political Modernization" (in Turkey) in R. Ward - D. Rustow (eds), *Political Modernization in Japan and Turkey*, Princeton, 1964, p. 118.

⁶² Voir : M. Akdag, *Türkiye'nin İktisadi ve İçtimai Tarihi*, v.1, Istanbul, 1974.

⁶³ Voir : S. Yerasimos, *Az gelişmişlik Sürecinde Türkiye*, v.1., Istanbul, 1974.

Finalement on a avancé l'hypothèse selon laquelle l'existence des réseaux du commerce transitaire a bloqué le passage au capitalisme car l'Empire avait basé son économie sur ses routes, si bien que la perte d'importance de ces réseaux a bouleversé son économie. Certes les routes de transit étaient indispensables pour l'Empire. Mais il est bien connu que l'importance de ces réseaux résidait plutôt dans le fait qu'ils apportaient des revenus supplémentaires, tandis que les ressources principales venaient de l'industrie, du commerce intérieur et du pillage⁶⁴. En se référant à certains travaux de Halil Inalcik, on peut même dire que jusqu'à une date tardive, peut-être jusqu'au XVIIe siècle, l'Empire a plutôt profité de l'expansion européenne, en accumulant des richesses extraordinaires et en créant de nouveaux marchés en Occident⁶⁵.

En effet, dans l'Empire ottoman, la plupart des conditions nécessaires pour le passage au capitalisme étaient réunies. Tout d'abord, un large réseau de commerce⁶⁶, peut-être encore plus développé que celui existant en Europe occidentale. Le système de la rente et du crédit se développa à partir du XVIIe siècle⁶⁷. La division du travail s'est progressivement établie au XVIe et au XVIIe siècle ; dans les grandes villes, on trouvait d'énormes entreprises. Par la voie du capital commercial, s'était développée une couche industrielle dans les villes⁶⁸. Malgré les conséquences désastreuses des révoltes, la population avait doublé⁶⁹. Cette révolution démographique poussa de grandes masses vers les villes où

⁶⁴ Sur le rôle du pillage et de l'industrie Inalcik écrit "Egypt and Syria were vital to the economy of Istanbul and the Empire. Provisions for the Sultan's palace such as rice, wheat, spices or sugar came from Egypt, and in the XVIth Century Syria annually sent 50 000 kg of soap to the palace. Sudanese gold come to Istanbul through Egypt and the Imperial treasury in the capital took the surplus of the Egyptian budget amounting to half a million gold ducats annually". *The Ottoman Empire*, p. 127. Pour d'autres exemples voir *ibid*, p. 128.

⁶⁵ H. Inalcik, "Osmanli Pamuklu Pazari, Hindistan ve Ingiltere. Pazar Rekabetinde Emek Maliyetinin Rölü, in "Türkiye İktisat Tarihi üzerine Araştırmalar", v.II, *Gelişme Dergisi*, Ankara, 1979-1980, p. 12-13.

⁶⁶ Voir R. Mantran, *op. cit.*, et F. Braudel, *La Méditerranée et le Monde méditerranéen*, Paris, 1976, 2 v.

⁶⁷ Voir par exemple O.L. Barkan, "Edirne Askeri Kassamina ait Tereke Defterleri", *Belgeler*, v.III. Sur le système de rente, on peut se référer à l'article très documenté de N. Cagatay, "Riba and Interest Concept and Banking in the Ottoman Empire", *Studia Islamica*, v.XXXII, 1970 ; et, à l'ouvrage important de M. Akdag, *Türk Halkinin Dirlik ve Düzenlik Kavgasi*, Ankara, 1975. Toujours selon Akdag, au XVIe siècle, l'Etat légalise une rente de 15 %, mais le taux réel est en pratique autour de 40-50 %. Voir : M. Akdag, "Celali İsyanlarının Başlamasi" in *Dil Tarih Coğrafya Fakültesi Dergisi*, v.IV, 1945-1946, p. 29.

⁶⁸ Voir par exemple H. Inalcik, "Quelques remarques ...", *art. cité* et, O.L. Barkan, *Süleymaniye Camii ve İmarati İnşaatı*, 2v. Ankara, 1972-1973. Ce dernier donne tous les détails sur l'emploi dans une entreprise étatique.

⁶⁹ M. Fuad Köprülü, *Osmanlı İmparatorluğunun Kuruluşu*, Ankara, p. 115.

étaient accumulées des richesses fabuleuses entre les mains des *ayans*, des commerçants et des *askeris*⁷⁰. Comme nous l'avons indiqué, le bouleversement du régime agraire officiel favorisait le développement de ces nouvelles conditions⁷¹ et la transformation de la société était complète. En somme, les dynamiques internes de l'Empire n'opposaient pas d'obstacle au passage vers le capitalisme ; tout au contraire, elles auraient pu le favoriser.

Pourquoi donc, malgré cela, le passage n'a-t-il pas eu lieu ? Pour répondre à notre question de départ, il nous faut examiner le processus de passage au capitalisme en Europe et aborder le problème de la formation de "l'économie-monde".

En Europe, le passage au capitalisme coïncide avec la naissance et le développement de l'Etat⁷². Mais pour que le processus de transformation et d'investissement des richesses accumulées dans certaines mains ait lieu sous la protection de l'Etat, on a tout d'abord besoin d'un espace bien délimité, d'un marché circonscrit et contrôlable politiquement et militairement⁷³. Il faut partir de cet espace et de ce marché bien délimités et assez développés

⁷⁰ Sur ces richesses quasi-mythiques voir : M. Tayyip Gökbilgin, *Osmanli Müesseseleri Teşkilati ve Medeniyeti Tarihine Genel Bakış*, Istanbul, 1977.

⁷¹ Pour un panorama de l'ensemble de cette période voir H. Inalcik, "Adalatnameler", in Belgeler, v.III.

⁷² Sur le rôle de l'Etat et son développement, Braudel écrit "L'Etat favorise le capitalisme et vient à son secours sans doute. Mais renversons l'information . L'Etat défavorise l'essor du capitalisme qui, à son tour, est capable de le gérer. Les deux choses sont exactes, successivement ou simultanément, la réalité étant toujours complication prévisible et imprévisible, favorable, défavorable. L'Etat moderne a été une réalité au milieu de laquelle le capitalisme a fait son chemin, tantôt gêné, tantôt favorisé, et assez souvent, progressivement, en terrain neutre. Comment pourrait-il être autrement ? ... si l'intérêt de l'Etat et celui de l'économie nationale dans son ensemble sont coïncidants, la prospérité de ses sujets étant en principe la condition des bénéfices de l'entreprise-Etat. Le capitalisme, lui, se trouve toujours dans cette tranche de l'économie qui tend à s'insérer au milieu des courants les plus vifs et les plus profitables des plans autrement vastes que celui de l'économie de marché ordinaire ... et que celui de l'Etat et de ses préoccupations particulières." F. Braudel, *Civilisation Matérielle, Economie et Capitalisme*, Paris, 1979, v.2., p. 494.

⁷³ Encore une remarque de Braudel à ce propos : "Ainsi désigne-t-on la cohérence économique acquise d'un espace politique donné. Cet espace, étant d'une certaine ampleur, ayant tout le cadre de ce que nous appelons l'Etat territorial et que l'on appelait hier plus volontiers l'Etat national. "On pensera a priori qu'une surface politique devient économique cohérente lorsqu'elle est traversée par la suractivité des marchés qui finissent par saisir et animer, sinon tout, du moins une grosse part de volume global des échanges, *ibid* v.III, p. 235-245 (souligné par l'auteur). Sur le rôle du marché intérieur Fieldhause écrit : "L'Amérique ne pourrait jamais remplacer le commerce intérieur européen, mais elle y ajoutait un supplément effectif", D.K. Fieldhause, *Les Empires Coloniaux à Partir du XVIIIe siècle*, Bordas, 1965, p. 12.

pour pouvoir ensuite rendre possible le passage à l'économie de la manufacture et à l'expansion de l'influence économique.

Outre leur coût très élevé, les problèmes catastrophiques qu'a connus l'Europe à la fin du Moyen-Age ont eu des conséquences qui ont renforcé et facilité ce processus. Prenons le fait de la guerre : les Croisades ont fait connaître à l'Europe l'Orient et sa civilisation et lui ont permis d'en tirer les possibilités de développer sa technique, d'avoir des perspectives scientifiques très larges, d'implanter des réseaux en Orient et surtout de prendre conscience de sa propre existence en tant qu'Occident. La Guerre de Cent Ans, donnant le signal du début de la fondation des Etats-Nations et de la prise de conscience nationale, a elle aussi joué un rôle positif dans la limitation de l'espace. C'est sur la base de cet espace limité que l'Europe a pu passer au capitalisme. Ce passage commence en effet longtemps avant les conquêtes coloniales. Avant celles-ci il existe déjà une forte concentration du capital ainsi qu'un réseau commercial national bien implanté. Les conquêtes coloniales débiteront et seront le fruit de la collaboration étroite entre les compagnies privées et l'Etat. Dans toutes ces conquêtes, le capital et les compagnies privées existent et jouent un rôle aux côtés de l'Etat, qui a parfois pour fonction de les servir⁷⁴. Chaque conquête se termine avec des profits colossaux et renforce le passage au capitalisme⁷⁵.

A l'aube des conquêtes, le processus du capitalisme a donc déjà commencé en Europe. De ce point de vue, l'expansion européenne n'est guère une cause du capitalisme, mais bien plutôt une conséquence : une conséquence qui devient à son tour une cause de renforcement du capitalisme. Les profits du commerce colonial encouragent le développement industriel et l'institutionnalisation du capitalisme⁷⁶, notamment par la voie des bourses, des banques, etc. De même, au lendemain de ces conquêtes, on voit apparaître des types modernes d'exploitation capitaliste, notamment les entreprises par action et finalement, les conquêtes sont suivies par des innovations techniques et par une politique mercantiliste ayant pour but d'abord d'élargir et de contrôler le marché

⁷⁴ F. Mauro, "Le XVIIIe siècle, Stabilisation et Absolutisme" in *Histoire Universelle de la Pléiade*, 1958, Paris, p. 130-2.

⁷⁵ Par exemple, la compagnie hollandaise n'avait jamais un profit inférieur à 11,25 % entre 1623-1632, et son profit atteignait 36 % entre 1713-1722. La compagnie anglaise des Indes Orientales, fondée en 1600, avait-elle aussi des profits colossaux. Ses actionnaires reçurent annuellement une moyenne de 22 % de la valeur nominale de leurs actions entre 1661 et 1691 et dans les cas pires 8 %. K.D. Fieldhause, *op. cit.*, 8e chapitre.

⁷⁶ Mauro, *art. cit.*, p. 137.

national, puis de prendre une place parmi les forces économiques du monde : une politique nationaliste par excellence.

Ce point est très important : le passage au capitalisme ne se réalise nulle part dans un empire⁷⁷. Les Etats qui sont engagés dans le processus capitaliste ne se posent pas le problème de contrôler et de sauver coûte que coûte un empire de quelques millions de km², et de subir les conséquences des guerres qui engendrent généralement des démembrements et entraînent de nouvelles guerres. Il faut cependant remarquer qu'à l'intérieur même de ces pays, les conditions minimales de stabilité politique sont en place, et même les guerres inter-européennes ne peuvent facilement les détruire.

En résumé, on peut dire qu'en ce qui concerne le passage au capitalisme, le bouleversement du régime féodal, la révolution démographique, l'exode rural, l'accumulation des richesses entre certaines mains, l'existence d'une pré-industrie et d'un réseau commercial sont insuffisants dès lors qu'il manque un *espace limité*, dit national. Dans la période du passage au capitalisme, il ne peut y avoir une "économie-monde" dont la naissance correspond nécessairement à un certain degré de développement du capitalisme.

Or, l'Empire ottoman s'étend sur trois continents, 44 livas et 4 Etats vassaux⁷⁸ possédant pour la plupart un héritage de grande civilisation. Il est composé d'une mosaïque de nations et de religions. Il est né comme puissance prédatrice et se trouve confronté à la nécessité de poursuivre son expansion⁷⁹ en même temps qu'il doit se protéger et défendre ses frontières⁸⁰. Les problèmes internes sont nombreux : dans son ensemble, comme le

⁷⁷ Selon Wallerstein, "Les empires, contrairement aux économies mondes, sont des entités politiques. Leur centralisation politique faisait tout à la fois leur force et leur faiblesse. Leur force, parce qu'elle garantissait la régularité des flux économiques de la périphérie vers le centre grâce aux tributs et impôts d'une part, et aux monopoles commerciaux de l'autre. Leur faiblesse, parce que l'appareil bureaucratique a nécessité par une telle structure politique tendait à absorber une trop grande part des bénéfices, surtout quand la répression et l'exploitation des populations faisaient naître des révoltes qui obligeaient à l'augmentation des dépenses militaires". I. Wallerstein, *Le système du monde du XVIe siècle à nos jours*, Paris, 1980, v.I, p. 20.

⁷⁸ Voir Y. Yücel, préface à *Kitab-i Müstetâb*, Ankara, 1976.

⁷⁹ Pour les estimations sur le nombre des nationalités dans la première moitié du XIXe siècle voir . R. Davison, "Nationalism as an Ottoman Problem and the Ottoman Response" in W. Haddad, *Nationalism in a non-National State*, Columbus, 1977, p. 29.

⁸⁰ Il est intéressant de se rappeler que la devise des Sultans ottomans telle qu'elle peut être observée dans leurs blasons (*tuğras*) était toujours vainqueurs. C. Orhonlu, *Telhisler 1597-1607*, Istanbul, 1970, p. XII.

souligne à juste titre Toynbee, le caractère militaire empêche toute évolution vers une autre forme d'existence de l'Empire⁸¹. Bien qu'étendu sur trois continents, celui-ci *manque d'espace* car il n'existe pas en son sein un espace dans lequel les détenteurs de richesses puissent *investir*, fonder et contrôler un marché sûr.

Dans une certaine mesure, l'Empire est pris à son propre piège. Le pouvoir étatique se trouve dans l'impossibilité de soutenir et de développer un capitalisme commercial. Il est incapable d'investir ou de créer les conditions nécessaires pour investir. L'Etat, fortement militarisé⁸², se présente comme un véritable obstacle, de telle façon que dans les années 1527-1528 (dans la période d'expansion florissante) l'armée accapare 62 à 65 % du budget et la bureaucratie - elle-même dans une large mesure militarisée - et le Sultan en reçoivent 30 % ; en 1660, elles sont encore de 72 %⁸³. Si bien que R. Mantran, commentant la crise économique de cette période, en propose trois raisons : guerres, dépenses militaires et révoltes de l'armée⁸⁴.

A la fin du XVIe et au début du XVIIe siècle, à la suite d'une militarisation totale de l'Etat⁸⁵, la stabilité politique et la sécurité des personnes sont entièrement ruinées⁸⁶. Dans une période où "on coupe la tête des grands vizirs comme on découpe des concombres", l'Etat, n'étant plus en mesure de s'auto-financer, applique une politique de confiscation . les dépenses militaires, les révoltes, la corruption, etc. l'imposent et il manque

⁸¹ A. Toynbee, *A Study of History*, Oxford Univ. Press, 1934, v.III, p. 47-8.

⁸² Mehmed II essaye de transformer les Janissaires en l'institution la plus forte et plus fidèle de l'Etat. Mais la fortification de leur armée n'a pas empêché leur opposition et leurs révoltes, qui ont commencé tout de suite après sa mort. Voir H. Inalcik, "Mehmed II" in *Islam Asiklopedisi*, v.7, p. 512-513.

⁸³ Mantran, *op. cit.*, p. 259.

⁸⁴ *Ibid*, p. 258.

⁸⁵ "With the partial exception of the *feshane*, these early attempts to introduce European industrial methods were devoted exclusively to the manufacture of goods, intended for governmental and military use. During the military reforms of the late 18th and 19th centuries, before the downfall of Selim III in 1807, and again, following 20 years of reaction against such reforms - from the overthrow of the Janissaries in 1826 to the political containment of Muhammed Ali by 1841, the Ottoman Porte invested imperial funds in individual operations with the somewhat over optimistic hope of transferring European industrial superiority of Turkey", E.C. Clark, "The Ottoman Industrial Revolution", *International Journal of Middle Eastern Studies*, v.5., 1974, p. 66.

⁸⁶ "Cette instabilité gouvernementale" dit R. Mantran, "n'entraîne pas pour autant une modification de la ligne politique des Ottomans : les buts ni les moyens ne changent, l'administration ne subit guère en profondeur les contre-coups des révoltes, routinière, attachée à ses traditions, et même prisonnière de celles-ci, appliquée à maintenir un état de choses qu'elle ne saurait faire évoluer par manque de formation éclairée, elle entretient, partout où elle intervient, le formalisme et la stagnation ..." *op. cit.*, p. 633-4.

les conditions de stabilité pour pouvoir investir. Les détenteurs de richesses (pour la plupart des *ayans* et des bureaucrates) préfèrent les garder dans les caves et, pour ne pas les perdre, bâtissent des armées privées, alors qu'en Europe occidentale les armées nationales commencent à apparaître.

Comme nous l'avons mentionné plus haut, l'armée qui n'est plus capable d'exercer son autorité à l'intérieur est également loin de pouvoir sauvegarder l'intégrité de l'Empire. Il existe à cela des raisons variées. Tout d'abord, l'Empire n'est pas en mesure d'absorber de nombreuses populations, excepté la population musulmane de l'Anatolie centrale. D'autre part, il possède des territoires importants dans une zone extrêmement sensible : économiquement, les provinces se situant dans la partie européenne sont plus avancées ; politiquement, ces provinces étaient mieux placées pour suivre les événements qui se déroulaient dans les autres pays d'Europe. Elles sont sensibles au réveil national et sont influencées par l'idée du démembrement de l'Empire, répandue en Europe depuis le XVIIIe siècle. En Orient, les Arméniens qui contrôlent une bonne partie du commerce connaissent un réveil national plus tardif mais pas moins dramatique. De même, face aux tentatives de centralisation, les Arabes et les Kurdes se révoltent chaque fois que l'occasion se présente et acquièrent une conscience nationale.

Néanmoins, le démembrement, le réveil national etc ... sont des faits tardifs. Pour en revenir à l'âge classique, on peut dire que les dirigeants de l'Empire ont vu le début de la décadence dès la fin du XVIe siècle avant que ne se fassent sentir les effets destructeurs de l'expansion européenne et les réveils nationaux. Plus tard, l'Empire s'engagera dans la bataille. Mais la chance sera déjà passée. Le passage au capitalisme, même à la japonaise, ne sera plus possible.